

Face à l'extrême droite, 5 jours pour agir

Nous le savions depuis la dissolution voulue par Emmanuel Macron, l'extrême droite se trouve aux portes du pouvoir. Après un résultat record aux élections européennes, la poussée du RN vient de se confirmer au premier tour des élections législatives.

Rien n'est encore joué

Au soir du 1^{er} tour, dans 290 circonscriptions, trois candidats se trouvaient en position de se maintenir ou de se désister. Ce 2 juillet à 8h, il reste encore 126 triangulaires. Et les choses peuvent encore bouger d'ici ce soir 18h, heure limite de dépôt des candidatures et donc des désistements.

Malgré les violentes attaques qu'il a subi pendant toute la campagne, le nouveau front populaire aura su conserver son cap. Au soir du premier tour, les responsables des partis qui composent cette alliance ont tous été très clairs : pas une seule voix pour l'extrême droite ! Les candidats de gauche qui ne seraient pas en position de l'emporter sont appelés à retirer leurs candidatures.

Sauvons les valeurs républicaines

A droite et chez les macronistes, les positions ne sont malheureusement pas aussi claires et certains continuent de prôner un « ni-ni », qui ne peut que profiter à l'extrême droite.

Ils semblent oublier les présidentielles de 2017 et 2022 où les électeurs de gauche n'ont pas fait la fine bouche pour s'opposer au RN. Car ce parti n'est pas, et ne sera jamais un parti comme les autres. Le racisme d'État, la destruction de nos services publics et de nos libertés, l'accentuation d'une politique au profit des plus riches se trouvent au cœur de son programme.

Au-delà des divergences politiques, la CGT appelle donc chaque candidat, chaque responsable politique, chaque citoyen à agir dans le sens de l'intérêt général, celui des travailleuses et des travailleurs et de la société dans son ensemble. Pas une seule voix ne doit aller à l'extrême droite.

L'audiovisuel public en danger de mort

En tant que salarié.es de l'audiovisuel public, ces élections représentent également un enjeu existentiel pour nos entreprises et pour chacun d'entre-nous. En effet, le RN a déjà annoncé qu'il engagerait, dans les plus brefs délais, la privatisation de nos médias, s'il accédait au pouvoir. Et nous savons que faute de rentabilité, cela signifierait purement et simplement la fermeture d'un grand nombre de chaînes, d'antennes, ou de studios avec son lot de licenciements secs.

Nous appelons donc chaque salarié.e de l'audiovisuel public à agir concrètement pour éviter ce sinistre tableau. Il nous reste quelques jours pour tracter, discuter avec nos collègues, voisins, familles, amis ou pour se syndiquer. Une semaine pour s'assurer d'une couverture responsable de cette fin de campagne sur nos antennes. Une semaine pour prendre des procurations. Une semaine pour construire, tous ensemble, un avenir désirable.

Le Nouveau Front Populaire est en situation d'être l'alternative républicaine et sociale. Nous pouvons gagner l'abrogation de la réforme des retraites, l'augmentation des salaires et le financement des services publics.

Paris, le 2 juillet 2024